

Civils et militaires : Les rapports en question

La question était au centre d'un séminaire organisé à l'initiative de l'ambassade des Etats-Unis d'Amérique.

Les exemples de directeurs de publications et de rédacteurs d'articles interpellés ou condamnés pour "divulgaration de secrets militaires" sont légions dans la jeune histoire de la presse libre au Cameroun, voire les réponses biaisées de membres du gouvernement à l'interpellation de parlementaires à l'Assemblée nationale. C'est pour examiner les relations entre civils et militaires avec un accent particulier sur les relations entre les forces de sécurité et le pouvoir législatif dans un environnement camerounais où l'information militaire est toujours frappée du sceau "Secret Défense" tel est l'objectif de la rencontre de cinq jours qui a regroupé à Yaoundé, experts militaires du Cameroun, députés et hommes de médias à l'initiative de l'ambassade des Etats-Unis d'Amérique. Si les travaux se sont déroulés à huis clos, en raison indique-t-on du caractère sensible des communications présentées, l'on a néanmoins pu se rendre compte aux termes de ceux-ci de la difficulté de la communication entre parlementaires et éléments des forces de défense d'une part et ces derniers et les hommes de médias qui étaient partie prenante aux travaux d'autre part. Pour les "Hommes en tenue", les informations émanant de l'armée n'étant pas de celle à mettre à la disposition du public en général et des médias en particulier.

De la rencontre de Yaoundé, il est ressorti la nécessité de prendre en compte un certain nombre de constat dont le plus important serait la définition d'un cadre plus marqué de concertation entre les groupes impliqués en vue de l'amélioration de leurs rapports dans le domaine de la communication, de l'information des différentes parties prenantes et le renforcement des capacités des parlementaires qui devrait exercer une mission de contrôle car pour Janet E. Garvey, ambassadeur des Etats-Unis, "l'un des principes les plus importants d'une démocratie réussie est le contrôle consolidé de l'armée sous l'autorité d'élus du peuple. Ce principe est une condition préalable à une véritable gouvernance démocratique".

On peut donc comprendre l'enthousiasme des participants, civils et militaires à travers le plan d'action en actes réalisables à l'immédiat, à court et à long terme. On peut ainsi retenir dans l'immédiat, la proposition de la "nomination des officiers de liaison au parlement et dans les départements ministériels tel que prévu par les textes en vigueur.", à court terme, "la vulgarisation du concept de sécurité globale au sein des forces de sécurité par l'organisation des conférences et l'instruction de l'Assemblée nationale par l'organisation des séminaires entre parlementaires et forces de sécurité et au niveau du grand public, l'accentuation du rôle des médias" et à plus long terme, "l'élaboration d'une stratégie de sécurité globale, le suivi des actes de recrutement et de promotion dans les forces de sécurité...".

Si pour le colonel Mensch, l'un des encadreurs du séminaire de Yaoundé il s'agit d'un plan d'action élaboré par les séminaristes "à qui il revient de voir comment il peut être appliqué", sa réalisation étant "à 99% une affaire des séminaristes et du Cameroun", Edgar Alain Mebe Ngo'o, le ministre délégué à la présidence en charge de la Défense qui présidait la clôture du séminaire a tenu à indiquer que "le gouvernement va tenir ses engagements" en ce qui concerne les conclusions et les recommandations des travaux. Une quarantaine de participants ont reçu des parchemins au cours de la cérémonie de vendredi dernier.

Sécurité : La « grande muette » veut parler

<http://www.lejourquotidien.info/index2.php?option=com_content&do_pdf=1&id=6125>

<http://www.lejourquotidien.info/index2.php?option=com_content&task=view&id=6125&pop=1&page=0&Itemid=75>

<http://www.lejourquotidien.info/index2.php?option=com_content&task=emailform&id=6125&itemid=75>

Ecrit par Beugas-Orain Djoyum

03-08-2009

L'armée, les parlementaires, les journalistes, les universitaires et la société civile se sont engagés la semaine dernière à Yaoundé à communiquer sur leurs actions.

Des membres de la société civile, des journalistes et des parlementaires ont participé du 27 au 31 juillet 2009 à un séminaire sur le thème : « les relations civilo-militaires axées sur le processus législatif ». Un séminaire organisé par les Etats-Unis d'Amérique, notamment le « Center for Civil-Military Relations ».

Si les participants à ce séminaire se gardent de tout commentaire sur les sujets abordés pendant ces trois jours de rencontre, en raison d'une certaine « confidentialité », l'on retient du document final que les travaux ont consisté en « communications et exercices de groupes qui ont permis aux acteurs civils et militaires, les parlementaires, les médias, les Ong, les hauts cadres des organisations concernées, les éminents universitaires et la société civile de se rencontrer et d'échanger des approches profondes relativement au thème examiné ».

Au terme de ces trois jours d'échanges, les participants, y compris l'armée, ont constaté que « le plus important serait la définition d'un cadre plus marqué de concertation entre les groupes impliqués en vue de l'amélioration de leurs rapports dans le domaine de la communication, de l'information des différentes parties prenantes et le renforcement des capacités des parlementaires en vue d'un meilleur contrôle ».

Les participants ont demandé au gouvernement de nommer, dans un délai de trente jours, les officiers de liaison au parlement et dans les départements ministériels. Toujours dans un délai de trente jours, les participants ont proposé la mise en place d'un comité de suivi de la diffusion et du suivi des résolutions du séminaire. Parmi ces résolutions, les participants demandent à court terme, dans un délai de six mois notamment, de vulgariser le concept de sécurité globale au sein des forces de sécurité par l'organisation des conférences et au niveau du grand public, l'accentuation du rôle des médias. Ils proposent aussi la nomination des parlementaires au sein du Conseil national de sécurité en vue de la formulation des politiques de recrutement et de promotion. A long terme, les participants suggèrent l'élaboration d'une stratégie de sécurité globale. Le ministre délégué à la présidence chargée de la Défense, Edgar Alain Mebe Ngo'o, qui a présidé la cérémonie de clôture de cette rencontre a affirmé que le gouvernement s'engage à mettre en œuvre les résolutions de ce séminaire.

Two articles from Mutations and Le Jour in today's papers.
Civils et militaires : Les rapports en question

La question était au centre d'un séminaire organisé à l'initiative de l'ambassade des Etats-Unis d'Amérique.

Les exemples de directeurs de publications et de rédacteurs d'articles interpellés ou condamnés pour "divulgaration de secrets militaires" sont légions dans la jeune histoire de la presse libre au Cameroun, voire les réponses biaisées de membres du gouvernement à l'interpellation de parlementaires à l'Assemblée nationale. C'est pour examiner les relations entre civils et militaires avec un accent particulier sur les relations entre les forces de sécurité et le pouvoir législatif dans un environnement camerounais où l'information militaire est toujours frappée du sceau "Secret Défense" tel est l'objectif de la rencontre de cinq jours qui a regroupé à Yaoundé, experts militaires du Cameroun, députés et hommes de médias à l'initiative de l'ambassade des Etats-Unis d'Amérique. Si les travaux se sont déroulés à huis clos, en raison indique-t-on du caractère sensible des communications présentées, l'on a néanmoins pu se rendre compte aux termes de ceux-ci de la difficulté de la communication entre parlementaires et éléments des forces de défense d'une part et ces derniers et les hommes de médias qui étaient partie prenante aux travaux d'autre part. Pour les "Hommes en tenue", les informations émanant de l'armée n'étant pas de celle à mettre à la disposition du public en général et des médias en particulier.

De la rencontre de Yaoundé, il est ressorti la nécessité de prendre en compte un certain nombre de constat dont le plus important serait la définition d'un cadre plus marqué de concertation entre les groupes impliqués en vue de l'amélioration de leurs rapports dans le domaine de la communication, de l'information des différentes parties prenantes et le renforcement des capacités des parlementaires qui devrait exercer une mission de contrôle car pour

Janet E. Garvey, ambassadeur des Etats-Unis, "l'un des principes les plus importants d'une démocratie réussie est le contrôle consolidée de l'armée sous l'autorité d'élus du peuple. Ce principe est une condition préalable à une véritable gouvernance démocratique".

On peut donc comprendre l'enthousiasme des participants, civils et militaires à travers le plan d'action en actes réalisables à l'immédiat, à court et à long terme. On peut ainsi retenir dans l'immédiat, la proposition de la "nomination des officiers de liaison au parlement et dans les départements ministériels tel que prévu par les textes en vigueur.", à court terme, "la vulgarisation du concept de sécurité globale au sein des forces de sécurité par l'organisation des conférences et l'instruction de l'Assemblée nationale par l'organisation des séminaires entre parlementaires et forces de sécurité et au niveau du grand public, l'accentuation du rôle des médias" et à plus long terme, "l'élaboration d'une stratégie de sécurité globale, le suivi des actes de recrutement et de promotion dans les forces de sécurité...".

Si pour le colonel Mensch, l'un des encadreurs du séminaire de Yaoundé il s'agit d'un plan d'action élaboré par les séminaristes "à qui il revient de voir comment il peut être appliqué", sa réalisation étant "à 99% une affaire des séminaristes et du Cameroun", Edgar Alain Mebe Ngo'o, le ministre délégué à la présidence en charge de la Défense qui présidait la clôture du séminaire a tenu à indiquer que "le gouvernement va tenir ses engagements" en ce qui concerne les conclusions et les recommandations des travaux. Une quarantaine de participants ont reçu des parchemins au cours de la cérémonie de vendredi dernier.